



# Les Balkans à l'heure des crises grecque et ukrainienne

Arta Seiti | Chercheur en géopolitique, responsable du Groupe d'études de l'Europe balkanique au sein de l'Institut prospective et sécurité en Europe (Ipse).

**Note préliminaire :** Extrait de l'intervention « Les processus de recompositions géopolitiques et économiques régionaux à l'heure des crises grecque et ukrainienne » au colloque « Europe balkanique à l'heure des défis économiques et géopolitiques en cours » organisé par l'Ipse en partenariat avec l'IHDN (Paris, Île-de-France), 15 avril à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Nous voudrions souligner que la réflexion développée ici intervient à un moment qui marque un tournant majeur de l'histoire européenne. Et quand, nous nous référons à l'histoire européenne – envisagée ici dans une acception conforme à la notion de temps long cher à Fernand Braudel – nous considérons le continent européen au-delà du seul prisme de l'Union européenne (UE) et des États qui s'y rattachent, de l'Atlantique à l'Oural en quelque sorte. Or, les deux crises qui affectent les équilibres et les perspectives de l'Europe balkanique (ukrainienne et grecque) sont assurément, quoique sur deux plans différents, les crises les plus intenses que nous ayons eues à connaître, depuis la fin de la guerre froide. Nous ajouterons que, concernant la Grèce, cette crise, si elle n'est pas la première dans l'Union européenne, met en cause par son intensité la légitimité des orientations macro-économiques fondamentales de l'UE.

Dans un tel contexte qui va bien au-delà de la coalition issue des urnes grecques, c'est bien la question des équilibres européens de la stabilité de la cohésion des sociétés malmenées par les politiques dites d'assainissement budgétaire qui est posée. Mais c'est aussi l'enjeu de la sécurité posée en des termes nouveaux en raison d'une part, des questions migratoires et, d'autre part, de la menace terroriste qui affecte le continent européen. Le dénouement de la crise grecque aura évidemment des conséquences, tant pour la gouvernance des États balkaniques que pour les évolutions des opinions publiques de la région qui pourraient être tentées de marquer une défiance plus marquée à l'endroit des projets d'intégrations quels que soient les degrés différenciés et les rythmes de cette insertion dans l'ensemble désigné sous le nom d'Union européenne. Au surplus, la gravité de la crise ukrainienne, concomitante avec la montée en puissance d'acteurs tels que la Chine, la Russie et la Turquie, témoigne d'une recomposition qui ne fait que commencer, faisant apparaître l'UE comme une option parmi d'autres et non la seule trajectoire possible pour des nations désireuses de s'inscrire dans un projet de stabilité et de développement.



C'est cet ensemble de processus et ces enjeux qu'il conviendrait d'analyser en balayant les différents plans économiques énergétiques géostratégiques et en soulignant toutes les interactions entre ses niveaux qui s'entremêlent.

L'histoire nous a enseigné que l'isolement de la Russie a toujours été un mauvais présage pour la stabilité et de la sécurité européennes. C'est sans doute cette vision réaliste qui a inspiré légitimement l'initiative franco-allemande, consacrée par les accords de Minsk 2. Reste à savoir comment l'Ukraine sortira de l'impasse militaire et ce ne peut qu'être qu'en remettant la politique au poste de commande. En outre, il conviendra d'œuvrer à la sécurisation durable du territoire, ce qui confère à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et la Serbie qui en assure la présidence, une responsabilité pacificatrice tout à fait cruciale.

Reste enfin à envisager comment la Grèce sortira de sa partie de bras de fer avec l'UE sachant que sa marge de manœuvre est subordonnée au mandat que la nouvelle équipe a reçu du peuple grec, profondément blessé et éprouvé par les politiques d'austérité.

Tout cela intervient, à un moment où se dessine, au sein de l'UE, un front du refus contre les politiques de sanctions économiques à l'endroit de la Russie alors que le rapprochement effectué après l'échec du South Stream avec la Turquie, positionne celle-ci comme épice du nouveau tracé et que les relations entre Athènes et Moscou se sont substantiellement renforcées. En outre, n'oublions pas que la Chine se positionne comme un acteur majeur, tant sur le plan financier que géostratégique. Les cartes donc sont en train de se redistribuer reste à déchiffrer les nouvelles règles qui s'élaborent dans le feu de ces crises conjuguées et des processus de recompositions à l'œuvre.

Je me bornerai à ce stade à indiquer quelques axes de prospective à la mesure de la nouvelle donne politique :

- Les enjeux économiques et énergétiques sont indissociables des enjeux géostratégiques (*cf.* Turkish Stream) : quel impact sur les projets énergétiques en cours et sur le positionnement économique et géopolitique des acteurs impliqués, qu'ils soient, clients, fournisseurs ou intermédiaires ?
- La crise ukrainienne constitue un enjeu majeur qui impacte durablement le positionnement des nations balkaniques et au-delà du Sud-Est de l'Europe (Serbie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Slovaquie, Chypre au regard de l'UE et désormais Grèce, Russie et Otan).
- La victoire de *Syriza* (« Coalition de la gauche radicale ») alliée à *ANEL* (« Grecs indépendants », droite souverainiste) constitue un fait politique central.

Il convient d'en analyser les multiples dimensions et en interroger l'impact sur la perception des opinions en résultant quant au bien-fondé des mesures



d'austérité et plus globalement des principes qui inspirent les politiques macro-économiques de l'UE notamment pour ceux qui en sont membres (Croatie, Bulgarie et Grèce) ou ceux qui y aspirent à l'intégrer (Albanie et Serbie)

- L'axe Grèce-Russie constitue un élément supplémentaire dans le contexte stratégique, tenant compte de l'alliance privilégiée qui lie historiquement Belgrade à Moscou et mériterait d'être analysé comme un enjeu d'une incontestable acuité qu'il convient d'évaluer avec rigueur. Ce rapprochement contribuerait à faire de la Grèce un allié de la Russie au sein de l'UE. Au surplus, dans la partie de bras de fer qui s'annonce délicate sur la renégociation de la dette et l'établissement d'un moratoire, le soutien financier possible de Moscou constituerait un élément du rapport de forces avec les partenaires européens de la Grèce, voire dessinerait les contours d'une option alternative en cas d'échec total ou partiel de cette négociation. S'ajouter la délicate question des rapports Grèce-Otan, tenant compte notamment de la récente visite de M<sup>me</sup> Nuland (Secrétaire d'État adjointe chargée de l'Europe et de l'Eurasie) le 16 mars 2015 à Athènes.

- Quels enjeux pour l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) et l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) au regard de ces nouvelles données ?

- Un éclairage concernant l'importance géopolitique religieuse du facteur religieux dans la région, qu'il s'agisse des diverses variétés d'islam et de la question spécifique de l'islamisme, ou du poids de l'orthodoxie en Serbie et en Grèce.

- Le renforcement du poids régional de la Turquie au plan énergétique, économique et géopolitique constitue un élément crucial pour l'analyse (*hub* gazier à la frontière gréco-turc). S'ajoute à ceci la présence soutenue de la Russie et de la Chine dans une recomposition déjà à l'œuvre.

- Comment se positionnent ces acteurs dans l'Europe balkanique et au-delà ?

- Comment pourrait s'élaborer une stratégie de financement de l'économie grecque et de partenariat avec cette dernière, quelle stratégie au regard de cette nouvelle donnée ?

- Enfin, outre les incertitudes relatives au seuil de tolérance à l'égard de la renégociation de la dette grecque et l'orientation de la chancière Merkel, quelle est la vision qui inspire l'Allemagne à la lumière de ses initiatives dirigées vers la région balkanique ?